

La Wallonie est une évidence!

■ En route vers la régionalisation des compétences de la Fédération Wallonie-Bruxelles. La configuration institutionnelle de l'Etat belge a toujours minorisé la Wallonie. Il est indispensable de lui donner plus de moyens pour sa prospérité et son identité.

PIERRE-YVES DERMAGNE
Député wallon (PS).

NICOLAS MARTIN
Député wallon (PS).

CHRISTOPHE COLLIGNON
Député wallon (PS).

Comme chacun le sait, l'emploi et la situation économique et sociale constituent depuis longtemps les principales préoccupations des Wallons.

Si, dans notre Région, cette sensibilité est particulièrement forte, c'est qu'elle est le fruit d'une histoire qui a laissé des traces dans notre inconscient collectif.

En effet, le traumatisme qu'a constitué le déclin industriel, consécutif à une période de prospérité économique, a non seulement marqué les Wallons dans leur bien-être et leur cadre de vie, mais il les a aussi durablement complexés et affaiblis dans la perception qu'ils ont d'eux-mêmes.

Cette situation n'est pas le fruit du hasard mais résulte d'une configuration institutionnelle et politique qui a toujours minorisé la Wallonie, l'Etat belge exploitant ses avantages sans toujours lui donner le retour de sa contribution à la prospérité nationale.

Pour les centaines de milliers de travailleurs qui attendaient de l'Etat belge qu'il anticipe la reconversion industrielle de la Wallonie en réalisant des investissements publics indispensables ou en attirant les investissements étrangers, le sentiment d'abandon fut total.

Dominé par un CVP tout puissant durant plus de trente ans, l'Etat belge a ainsi largement con-

tribué au miracle économique flamand qui n'en était pas vraiment un. Ainsi, 80 à 85 % des crédits publics nationaux

destinés aux investissements autoroutiers, portuaires, aéroportuaires ou encore aux nouveaux zonings économiques ont été captés par la Flandre.

De la même manière, si l'on considère les investissements privés soutenus par l'Etat entre 1958 et 1960, seuls 8,6 % des 3,25 milliards de francs investis par les entreprises américaines – pour ne citer que cet exemple – l'ont été en Wallonie⁽¹⁾, à une époque où le dirigisme étatique signifiait encore quelque chose.

Ce faisant, l'Etat belge a affaibli de manière spectaculaire l'économie wallonne et surtout, ses travailleurs dont la force de travail était pourtant unanimement reconnue.

Besoins spécifiques de la Wallonie

Face à cette situation durement ressentie par la population wallonne, le mouvement syndical qui s'est soulevé durant l'hiver 1960 pour lutter contre les mesures d'économies gouvernementales a joué, sous l'impulsion de la FGTB d'André Renard, le rôle d'une véritable caisse de résonance pour le mouvement wallon.

Après de nombreuses années de combat politique, la création de la Région wallonne fut donc, avant tout, une réponse à une revendication populaire nourrie par la frustration de vivre dans un Etat qui n'a jamais su tenir compte des besoins spécifiques de la Wallonie et lui apporter les moyens de son développement.

Il faudra attendre 1980 et plus encore 1993 pour que la Wallonie dispose enfin d'une autonomie réelle et

d'une capacité à mettre en œuvre une politique économique adaptée à ses besoins. Même s'il était déjà bien trop tard (le taux de chômage wallon atteint alors les 18%), la Wallonie autonome engrange malgré tout de premiers résultats concrets: l'obten-

tion des fonds européens par Guy Spitaels (qui joueront un rôle majeur dans la stratégie de reconversion wallonne), la mise en place d'une politique aéroportuaire wallonne par André Baudson, la finalisation des grands chaînons manquants au niveau des infrastructures puis, plus tard, le lancement du Contrat d'Avenir pour la Wallonie par Elio Di Rupo et celui du Plan Marshall

par Jean-Claude Van Cauwen-

berghe et Jean-Claude Marcourt ont incontestablement contribué à redonner des perspectives aux Wallons.

Ainsi, chaque grande étape du combat wallon a été marquée par l'engagement du Parti socialiste. Sans lui, la Wallonie n'aurait jamais pu disposer des moyens de sa reconversion.

Aujourd'hui, dans une Belgique où les entités fédérées gèrent un budget équivalent à celui du pouvoir fédéral, dans un pays où l'identité flamande s'affirme chaque jour avec force, dans une Belgique où la place de Bruxelles et son statut de Région à part entière ne peuvent plus être remis en cause, il nous semble indispensable de donner plus encore aux Wallons les moyens de retrouver la prospérité tout en renforçant leur identité.

A l'évidence, les Wallons se doivent de définir un cap clair pour leur avenir.

Cet exercice commence par une clarification et une simplification des institutions francophones. Celles-ci auraient d'indéniables bénéfices tant en termes économiques qu'identitaires.

Le monde économique wallon est aujourd'hui en attente d'une politique éducative en phase avec ses spécificités, tout comme l'est le monde culturel.

Exemple du tourisme

C'est là le fruit d'une évolution logique et constatée partout: seules les régions disposant d'une identité forte et d'un lien étroit entre leurs politiques économique, éducative et culturelle peuvent assurer pleinement leur redressement.

Chez nous, l'exemple du transfert de la politique touristique de la Communauté fran-

çaise vers la Région wallonne et les autorités bruxelloises francophones l'a clairement démontré.

La Wallonie a ainsi pu investir pleinement dans ce secteur pour en faire un des outils de sa relance économique et de son renouveau urbain, tout en maintenant des liens étroits avec Bruxelles à travers l'ASBL "Wallonie-Bruxelles Tourisme". Ce secteur représente aujourd'hui 5% du PIB wallon et 60 000 emplois.

Au-delà de sa pertinence économique et de ses conséquences positives pour l'emploi, la régionalisation des compétences de la Fédération Wallonie-Bruxelles aurait pour avantage de simplifier un paysage institutionnel peu lisible, empêchant le citoyen de s'identifier aux institutions qui le représentent.

La création de deux pôles régionaux forts et complémentaires, qui auront le devoir d'assurer ensemble la cohérence de leurs programmes scolaires et l'accessibilité de leurs

institutions à tous les Francophones, est donc une évolution inéluctable de notre système politique.

Le PS doit, comme il l'a toujours fait, montrer le chemin à suivre et oser poursuivre l'engagement wallon qui ne lui a jamais fait défaut. Sa finalité doit être, comme il l'a toujours été, d'assurer le bonheur et la prospérité des Wallons, en leur donnant la possibilité de choisir ce qu'ils jugent bon pour eux et pour leur avenir.

Les socialistes se sont battus pour créer la Région wallonne et lui donner les moyens de sa reconversion économique, comme ils l'ont fait pour la Région bruxelloise.

Ils doivent aujourd'hui poursuivre leur mission dans le cadre d'une Belgique fédérale à laquelle les Wallons sont attachés et qu'il faut préserver, tout en garantissant l'épanouissement d'une identité wallonne ouverte et tolérante, complémentaire d'une identité belge avec laquelle elle s'inscrit en symbiose.

Voilà autant de sujets qu'un Congrès des socialistes wallons pourra débattre, en lien avec le monde éducatif et culturel, mais aussi avec les partenaires sociaux et, bien entendu, avec l'ensemble de la société civile.

→ (1) *Henry Dorchy, Histoire des Belges: des origines à 1991, De Boeck Université.*

→ Lire aussi dossier pp. 4-6.